

DOSSIER DE PRESSE

A nous la parole, maintenant !

Du sommet du Mont-Blanc, les sociétés civiles des pays du Sud interpellent les grands de ce monde



Samedi 23 juillet 2011

Cordée solidaire à l'initiative du CCFD-Terre Solidaire

Blog de la cordée : anouslaparole.org



50 ans déjà
50 ans seulement

sommaire

L'événement

Le Mont-Blanc comme tribune

Une semaine de challenge et d'échanges

3

5

Sociétés civiles et gouvernance

Le projet du CCFD-Terre Solidaire,
placer les sociétés civiles au cœur de la gouvernance

6

Les participants de la cordée

Les grimpeurs du Sud

Les grimpeurs du CCFD-Terre Solidaire

8

Le CCFD-Terre Solidaire

Le partenariat, une démarche originale
pour soutenir les sociétés du Sud

18

Le Mont-Blanc comme tribune

Huit responsables d'Ong de pays du Sud, partenaires du CCFD-Terre Solidaire, ont décidé de monter jusqu'au sommet du Mont-Blanc. Samedi 23 juillet 2011, du point culminant de l'Europe, ils tiendront un Sommet symbolique pour dire aux États et aux institutions internationales que les sociétés civiles sont des acteurs clés du développement, mais qu'aujourd'hui elles n'ont aucune voix ni rôle dans l'élaboration des politiques qui impactent leur vie quotidienne. Ces acteurs exprimeront leur volonté de participer aux décisions du monde et de voir mis en place d'autres modes de gouvernance.

Un sommet symbolique pour tous les peuples du monde

Depuis 50 ans, le CCFD-Terre Solidaire soutient les acteurs des sociétés civiles du Sud, dans les projets de développement qu'ils mènent auprès des populations locales. Il prolonge ce soutien en s'engageant pour que les États, et les institutions internationales, entendent leurs propositions : des propositions concrètes portées depuis des années auprès des Nations Unies et des institutions telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, ou auprès des États membres du G8 et maintenant du G20.

Les responsables des sociétés civiles du Sud qui feront cette ascension représenteront l'ensemble des partenaires du CCFD-Terre Solidaire. Réels acteurs de développement dans leur pays, ils ont choisi la plus haute montagne d'Europe (4 810 mètres) comme tribune pour demander que leur parole soit prise en compte au niveau de leur propre État comme dans les plus hauts Sommets où se prennent les décisions qui engagent le sort des peuples du monde.

Une cordée internationale et solidaire

Les participants de la cordée solidaire se retrouveront du 18 au 24 juillet 2011 à Saint-Gervais-les Bains. Venus d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, du Bassin méditerranéen, ils s'encorderont ensemble pour témoigner que le développement est une action collective, qui nécessite solidarité, persévérance dans la durée et dans l'effort. Ils ont décidé de s'attaquer à l'ascension du Mont-Blanc pour prouver que les acteurs des sociétés civiles des pays du Sud ont l'énergie collective nécessaire pour affronter les obstacles qui les séparent d'une humanité plus juste et qu'ils peuvent se saisir des problèmes du monde à de très hauts niveaux.

Le blog des participants à la cordée : anouslaparole.org



Une démarche initiée par des bénévoles en France

Cette cordée internationale est proposée par des bénévoles du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire), à l'occasion des 50 ans de l'association. Pour accompagner les grimpeurs dans leur effort, les 240 bénévoles de la délégation de Haute-Savoie du CCFD-Terre Solidaire se sont mobilisés pour lancer un appel à une véritable solidarité internationale.

> Deux d'entre eux participeront à la cordée, ainsi que le directeur des partenariats internationaux.

> D'autres s'investissent pour sensibiliser le public de Saint-Gervais par des animations tout au long de la semaine du 18 au 24 juillet.

“ Depuis 50 ans, le CCFD-Terre Solidaire a adapté son action aux réponses de pauvreté et d'injustice dans le monde. Aujourd'hui, tout en restant fidèle à l'utopie et aux fondamentaux, nous nous mobilisons pour inventer une gouvernance au service des peuples. Avec les associations qui sont ses partenaires dans les pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire continue à travailler à la mise en place de projets alternatifs de développement et à la structuration d'une société civile à l'échelle de la planète. Il engage cette année un travail de réflexion prospective afin de proposer des alternatives crédibles, justes et solidaires pour les défis à venir. ”



Bernard Pinaud,
délégué général

Une semaine de challenge et d'échanges



Jean-Jacques Mbelle, participant camerounais de la cordée, lors d'une randonnée d'entraînement à Sallanches

L'ascension

Sur le toit de l'Europe, les participants de la cordée solidaire, tiendront un Sommet symbolique. Des images de cet événement seront disponibles immédiatement pour témoigner que la participation des sociétés civiles à des Sommets est possible.

- > **dimanche 17 juillet** : accueil et installation à Saint-Gervais
- > **lundi 18 juillet - mercredi 20 juillet** : entraînement sur le glacier de Tré-la-Tête (1 970 m). Nuitée au refuge des Conscrits (2 602 m). Ascension de l'Aiguille de la Bérangère (3 425 m). Retour à Saint-Gervais par les Contamines
- > **jeudi 21 juillet** : journée de repos à St Gervais, participation à des rencontres avec le public
- > **vendredi 22 juillet - samedi 23 juillet** : ascension du Mont-Blanc (4 808 m) par la voie royale : refuge de Tête Rousse (3 167 m), refuge du Goûter (3 817 m), Aiguille du Goûter (3 863 m), les Dômes (4 304 m) et l'Arête des Bosses. Arrivée au sommet du Mont-Blanc vers 8h.

Les grimpeurs seront entraînés et accompagnés par les guides de Saint-Gervais qui mettent leur expertise au service de cette cordée.

A la rencontre du public

Pour que le public de Saint-Gervais puisse échanger avec les participants de la cordée, des animations seront proposées autour d'un village de la solidarité internationale tout au long de la semaine.

- > des animations pour les jeunes, un grand jeu de la solidarité
- > une soirée autour de Patrick Gabarrou, conférencier, guide de haute montagne
- > une projection ciné-débat, des tables-rondes...
- > pique-nique festif de clôture, dimanche 24 juillet



Le projet du CCFD-Terre Solidaire, placer les sociétés civiles au cœur de la gouvernance

Les crises politiques, humanitaires, alimentaires, écologiques se multiplient et nous obligent à repenser les stratégies, les approches et les modèles de coopération. Cependant les États adeptes de « la diplomatie du club » (G8, G20) et les institutions internationales dans lesquelles ils se retrouvent, poursuivent des politiques qui parfois violent les droits humains et mettent les peuples en concurrence sans aucun respect des réalités locales. Au risque d'aggraver l'instabilité dans le monde et de créer de nouveaux conflits.

L'urgence d'une gouvernance mondiale

En ce début de 21^{ème} siècle, il est urgent d'engager une réforme profonde de la gouvernance mondiale impliquant tous les acteurs de la société, en particulier les plus pauvres, à tous les échelons, local, régional, mondial.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, la gouvernance est une construction collective et participative d'un projet de société, basé sur les droits humains, construit dans la différence, capable d'articuler architecture institutionnelle et pratiques alternatives, dans le dialogue pluriel entre toutes les parties prenantes de la société.

Aujourd'hui, l'exigence d'une telle gouvernance, enfin représentative des réalités de notre monde, rencontre l'expression d'une nouvelle citoyenneté mondiale et d'une parole libérée dans les mobilisations et les manifestations, ainsi que dans les réseaux militants.

Des espaces existent déjà, notamment les Forums sociaux mondiaux, où les organisations qui représentent des centaines de millions de personnes dans le monde (organisations de paysans, syndicats, défense des droits humains, de l'environnement, Ong de développement) ont déjà réussi à se mettre d'accord sur des propositions alternatives crédibles.

Afin de poursuivre la mobilisation, le CCFD-Terre Solidaire, avec ses partenaires du Sud et de nombreux alliés en France, prône une gouvernance qui inclut les sociétés civiles dans les processus de consultation et de décisions des grandes instances internationales.

En cette année de réunions internationales présidées par la France, l'appel à une gouvernance mondiale plus juste doit être porté et amplifié par la cordée solidaire.

Propositions pour une gouvernance mondiale qui associe les sociétés civiles

> Une réforme des Nations unies

Pour être plus efficaces, il faut que les Nations unies disposent de moyens de sanction et de contrainte lorsque les États ne respectent pas leurs engagements. Nous demandons en particulier :

- qu'au sein du Comité économique et social des Nations unies (Ecosoc) soit désigné un Comité exécutif géographiquement représentatif prenant en compte les particularités de chaque région du monde.
- que le Conseil de la Sécurité alimentaire de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation), créé en 2010, soit l'espace unique de coordination des actions touchant aux politiques agricoles et alimentaires. Au-delà des États, il doit associer l'ensemble des acteurs concernés, des institutions internationales à la société civile internationale.



> Un droit international de la dette

Une conférence internationale des Nations unies doit être mise à l'agenda afin de mettre en place un droit international de la dette, en présence de tous les acteurs concernés (créanciers et débiteurs, publics et privés, institutions internationales, experts, société civile et secteur privé). Les critères d'analyse de la viabilité de la dette des pays du Sud doivent reconnaître la prééminence des droits fondamentaux des populations sur le remboursement de la dette, et imposer la co-responsabilité des créanciers et des débiteurs.

> L'adoption d'une fiscalité internationale

Le juste partage des richesses repose sur l'adoption d'une fiscalité internationale dont personne ne soit exempt (taxe sur les transactions financières et sur les nuisances environnementales) et la promotion d'une résolution en ce sens à l'Assemblée générale des Nations unies.

> La régulation des multinationales

Il faut imposer des règles aux entreprises multinationales, acteurs majeurs de l'économie et des investissements dans le monde, afin qu'elles soient transparentes et responsables sur le plan social, environnemental et fiscal : respect des droits humains, paiement des impôts pour contribuer au développement des services publics des pays etc.

Les participants à la cordée

Venus d'Afrique du Sud, de Bolivie, du Liban, du Pérou, d'Haïti, d'Inde, du Cameroun ou du Sénégal, les membres de cette cordée sont des acteurs de développement, membres d'Ong reconnues dans leurs pays. Ils s'attaquent au plus haut sommet d'Europe pour prouver leur détermination à participer aux décisions du monde.

Les grimpeurs du Sud

- > **Gilbert Moukheiber** de l'association Mada au Liban
- > **Gracita Osias Saint-Louis** de l'Institut de technologie et d'animation (Iteca) en Haïti
- > **Valerio Paucarmayta** du Centre Bartolomé de las Casas au Pérou
- > **Walter Limache Orellana** de l'Union nationale des institutions pour le travail d'action sociale (Unitas) en Bolivie
- > **Ricardo Jacobs** de Surplus people project (Spp) en Afrique du Sud
- > **Ibrahima Ka** de l'association Pacte, association sénégalaise de solidarité internationale pour un développement social urbain
- > **Jean-Jacques Mbelle Abega** de Dynamique citoyenne au Cameroun
- > **Amit Kumar Nayak** de National campaign on Dalit human rights (Ncdhr) en Inde

Les grimpeurs du CCFD-Terre Solidaire

- > **Jean-Noël Hyacinthe** bénévole délégation CCFD-Terre Haute-Savoie
- > **François Lamy** bénévole délégation CCFD-Terre Solidaire Lorraine
- > **Xavier Ricard** directeur des partenariats internationaux



Liban

Redécouvrir un peuple et une culture

Gilbert Moukheiber

Cet ingénieur de 34 ans, passionné de montagne, vit à Beit Mery un village qui surplombe Beyrouth et a déjà à son actif plusieurs sommets tel le Toubkal au Maroc (4 167m). Il est responsable de l'association libanaise **Mada** qui propose aux petites communautés du Jourdain une alternative de développement économique fondée sur le respect de l'environnement (réhabilitation de sources aquatiques, aménagement de maisons traditionnelles en maisons d'hôtes etc.) et le tourisme solidaire.

“ *Les pays du Sud doivent avoir plus de place dans la gestion des grandes institutions internationales afin de s'assurer que ces institutions ne soient pas un mécanisme de domination mais bien un mécanisme de régulation. L'idée de faire l'ascension du Toit de l'Europe avec un groupe partageant les mêmes visions solidaires pour un monde différent, pas seulement une ascension pour le but du sport, me rend enthousiaste...* ”

Site internet www.aremtdt.org



Gilbert Moukheiber

Haïti

La gouvernance : l'enjeu majeur pour le développement



Gracita Osias Saint-Louis

Gracita Osias Saint-Louis

Un an et demi après les catastrophes qu'a connues ce petit État des Antilles, Gracita Saint Louis coordonne au niveau national les programmes de l'association Iteca (l'Institut de technologie et d'animation).

Agée de 56 ans, cette ancienne institutrice met toute son énergie au service du développement rural en proposant aux paysans formations et soutien organisationnel sur le plan technique et commercial. Cette mère de famille de deux enfants réside à Jean Rabel à l'extrême pointe ouest de la presqu'île du nord d'Haïti.

“ Arriver jusqu'au sommet du Mont-Blanc pour représenter mon organisation est d'une importance capitale pour moi. Je suis d'origine paysanne et je suis responsable du secteur des femmes paysannes au sein de mon organisation. Arriver à gravir le Mont-Blanc, élever la voix parmi tant d'autres participants, c'est porter les femmes paysannes haïtiennes et celles du monde entier au plus haut sommet de l'humanité, c'est les faire écouter par le monde entier. ”

Site internet : <http://itecatiboukan.blogspot.com/2011/03/asanble-jeneral-iteca-26-fevrye-2011.html>

Pérou

Soutenir l'autodétermination des peuples andins



Valerio Paucarmayta

Economiste de formation, Valerio Paucarmayta dirige le **Centre Bartolomé de las Casas** (Cbc). Face aux problèmes sociaux et environnementaux que connaît le Pérou, ce centre d'études régionales andines, promeut l'émergence d'acteurs sociaux autonomes : éducation, formation, rencontres, appui juridique pour la défense des intérêts paysans, mise en place d'une certification en tourisme responsable pour l'adoption de « bonnes pratiques ».

CBC interpelle régulièrement les autorités sur le partage équitable des ressources naturelles et foncières et la durabilité du modèle de développement économique basé sur un modèle d'extraction des mines par des sociétés étrangères.

Site internet : www.cbc.org.pe

Afrique du Sud

Quand l'Afrique du Sud milite pour l'accès à la terre



Ricardo Jacobs

Ricardo Jacobs, est responsable du plaidoyer et des relations médias de **Surplus People Project** (Projet des « Laissés pour compte »), une Ong qui aide les populations noires, déplacées et expropriées, à retrouver leurs terres. Restitution de terre, structuration des mouvements fermiers, réforme agraire et développement rural, l'association promeut également le développement d'activités économiques dans les zones rurales et périurbaines.

Ce jeune trentenaire qui vit à Cape-Town, est engagé dans des réseaux régionaux sur l'ensemble de l'Afrique australe pour la mise en place de la réforme agraire et le développement d'un modèle agricole alternatif et durable, il milite pour un engagement effectif du gouvernement dans la réduction de la pauvreté.

Site internet : www.spp.org.za

Bolivie

Du droit des indigènes en Bolivie



Walter Limache Orellana

Ce père de famille de 49 ans est un acteur engagé qui coordonne les actions de l'Union nationale des institutions pour le travail d'action sociale (Unitas) au travers du programme « Nina ». Ce programme, suivi actuellement par 430 dirigeants d'organisations indigènes ou paysannes, forme de futurs leaders en Bolivie où 60 % de la population est d'origine indigène.

“ *Les grandes manifestations politiques des populations sud-américaines [...], celles des pays du Maghreb ou encore les toutes récentes mobilisations européennes des « indignados » réclament des changements conséquents et mettent clairement en question le système capitaliste.* ”

Site internet www.redunitas.org

Sénégal

Renforcer la démocratie participative

Ibrahima Ka

Actuel président de l'association **Pacte**, association sénégalaise de solidarité internationale pour un développement social urbain, Ibrahima Ka était présent au dernier Forum social mondial de Dakar. Père de quatre enfants, ce grand sportif (ceinture noire de karaté) vit à Ziguinchor en Casamance.

L'association qu'il préside est un cadre d'incitation, d'innovation, de promotion, et de soutien à des initiatives communautaires de développement social urbain visant notamment l'amélioration du cadre de vie des populations démunies : santé communautaire, assainissement, habitat, voirie et renforcement des capacités de gouvernance locale.

Site internet www.pacte.sn



Ibrahima Ka

Cameroun

Impliquer les jeunes dans la gouvernance



Jean-Jacques Mbelle Abega

Jean-Jacques Mbelle Abega, 29 ans, a déjà gravi plusieurs fois le Mont Cameroun (4 095 m). 1^{er} lauréat du concours « Racines » de l'UNESCO (en poésie) récompensant les jeunes œuvrant à une culture de la paix dans leurs communautés, il coordonne le réseau migrations **Gramiac** au niveau régional (11 pays d'Afrique centrale). Créateur de la Fondation **Conseils Jeunes** pour promouvoir la participation des jeunes à la gouvernance et à la prise de décision dans les affaires du Cameroun, il est membre actif de la coordination nationale **Dynamique Citoyenne** qui a pour objectif le suivi des politiques publiques et des stratégies de coopération du Cameroun. Il prépare actuellement un master au Ciedel (Centre international d'études pour le développement) à Lyon.

“ *Les Banques de développement des pays du Sud doivent être des banques du Sud et leurs conseils d'administration se tenir dans le Sud, ce sont aux ressortissants du Sud d'être présents dans les sphères de décision. L'attitude attentiste du Sud doit prendre fin au profit d'une posture où s'exprime son leadership sur ses propres problèmes de développement et de société.* ”

Site internet www.dynamiquecitoyenne.org

Inde

Quand gouvernance rime avec "voix des minorités"



Amit Kumar Nayak

Amit Kumar Nayak vit à Surada en Inde, il est coordinateur des campagnes du **National campaign on Dalit human right** (Ncdhr).

Cette association est une plateforme démocratique d'organisations et de personnalités destinée à éliminer la discrimination établie par le système des castes et favoriser la participation de tous : lobbying contre le système des castes, droits des personnes marginalisées : enfants, femmes, réfugiés, travailleurs pauvres, minorités.

La plate-forme mène son action dans une grande partie des États indiens et fait partie d'un réseau international de solidarité qui regroupe des collectifs nationaux en Europe (Allemagne, Danemark, France, Pays-Bas, UK), au Japon, Népal, Sri Lanka et aux USA. La Ncdhr a reçu le Prix Rafto 2007 des Défenseurs des droits humains.

“ *Aucune des exigences de bonne gouvernance ne trouve sa place dans les politiques indiennes récentes et les soi-disant nombreuses réformes de ces dernières années vont clairement à l'encontre.* ”

Site internet www.ncdhr.org.in

France



Jean-Noël Hyacinthe

Jean-Noël Hyacinthe, l'esprit de cordée

Jean-Noël Hyacinthe est un bénévole actif du réseau local du **CCFD-Terre Solidaire en Haute-Savoie**. Agé de 33 ans il est enseignant-chercheur en physique à l'université de Genève. Cet universitaire consacre une grande part de son temps à sa passion favorite : l'alpinisme. Résidant actuellement en Haute-Savoie il fait partie de l'équipe qui pilote et développe les animations prévues à St Gervais. Ce projet Mont Blanc est en partie né à son initiative.

“ Le message du CCFD-Terre Solidaire, c'est la détermination de gens dont on dirait facilement qu'ils ne sont pas à la hauteur, à se confronter ensemble à ce qui peut paraître inaccessible. ”



François Lamy

François Lamy, Une retraite engagée

Très investi dans le milieu de la solidarité (vice président de LorSud, collectif d'association de solidarité internationale en Lorraine), biologiste, maintenant retraité, François Lamy peut consacrer du temps à deux de ses grandes passions : l'alpinisme... et la solidarité internationale. Il est délégué bénévole pour le **CCFD-Terre Solidaire en Alsace-Lorraine** depuis 2006 et a intégré le Conseil d'administration du CCFD-Terre Solidaire en 2011.

“ Enfin un Sommet qui prend de la hauteur pour affirmer les valeurs sur lesquelles une humanité solidaire peut se construire. ”



Xavier Ricard

Xavier Ricard, l'engagement dans le partenariat

Xavier Ricard, directeur des partenariats internationaux au **CCFD-Terre Solidaire**, a décidé de participer à cette ascension aux côtés des partenaires des pays du Sud. Il a été directeur adjoint du *Centre Bartolomé de Las Casas* (Cuzco, Pérou) et directeur de la *Revista Andina*.

“ Deux tendances paradoxales se conjuguent actuellement : un libéralisme économique de plus en plus acharné et un repli identitaire sur le groupe ou l'ethnie. Nous travaillons avec tous ceux qui veulent redonner à l'économie sa dimension humaine en la replaçant au cœur d'une citoyenneté mondiale. ”

Site internet ccfd-terresolidaire.org

Le partenariat, une démarche originale pour soutenir les sociétés du Sud

À partir de la lutte contre la faim, à l'origine de la création du CCFD-Terre Solidaire en 1961, s'est forgée la conviction qu'une action efficace ne pouvait provenir que d'un engagement des acteurs concernés sur le terrain.

Au fil de 5 décennies, le CCFD-Terre Solidaire a apporté son soutien à des initiatives de la société civile des pays du Sud dans une relation de partenariat et non d'assistance. Cette démarche permet l'émergence d'acteurs locaux de développement et de transformation sociale.

Les organisations des sociétés civiles du Sud sont les véritables acteurs du développement

Ces derniers possèdent la connaissance et l'intelligence de leur contexte. Ils sont porteurs de dynamiques, capables d'agir sur les causes structurelles de la pauvreté et d'apporter une amélioration durable aux populations qui les entourent. Leur travail porte sur différents volets du développement : la souveraineté alimentaire, les modèles de développement agricole, l'économie sociale et solidaire, la prévention et résolution des conflits, les migrations internationales, le partage des richesses financières...

En France, des citoyens mobilisés les soutiennent

Le CCFD-Terre Solidaire mène une politique d'éducation au développement qui invite nos concitoyens à s'engager individuellement et collectivement pour une plus grande justice dans les relations internationales.

Une démarche de plaidoyer

Pour interpeller les responsables politiques et économiques français, européens et internationaux, afin qu'ils prennent davantage en compte les intérêts des populations du Sud. Elle s'articule avec la participation à une soixantaine de collectifs thématiques et de plateformes géographiques.

Les partenaires du CCFD-Terre Solidaire sont des Ong locales, des organisations paysannes, des mouvements de femmes ou de jeunes, des fédérations : des plus modestes travaillant dans des contextes de misère, de faim ou de conflit, jusqu'à ceux qui œuvrent à une échelle nationale, voire internationale. L'engagement de l'association auprès de ses partenaires prend plusieurs formes : soutien financier, renforcement des structures des organisations, mise en réseau avec d'autres partenaires, plaidoyer et campagnes d'opinion... dans le respect de la souveraineté du partenaire, le dialogue et le partage de réflexions en termes de stratégie et d'orientation.



Quelques repères

Première Ong française de développement, le CCFD-Terre Solidaire a un budget annuel de 40 millions d'euros et soutient chaque année près de 500 initiatives dans plus de 60 pays du Sud. Ses ressources financières proviennent presque en totalité de la générosité du public, garantie de son indépendance d'action et de parole. En 2010, plus de 350 000 donateurs ont fait confiance à l'Ong, lui assurant 82,9 % de ses ressources. Le CCFD-Terre Solidaire est agréé par le Comité de la Charte du don en confiance.

Une partie de ses fonds provient également de produits financiers qu'il propose aux épargnants pour qu'ils fassent de leur argent un outil au service du développement.

L'association peut compter sur la mobilisation d'un réseau de 15 000 bénévoles répartis à travers 99 Délégations dans tous les départements et sur une équipe de 170 salariés à Paris et en région.

Dates-clés du CCFD-Terre Solidaire

13 janvier 1961 Création du Comité catholique contre la faim (CCCF) selon la loi 1901

1968 Première campagne de sensibilisation destinée aux jeunes

1983 Création du premier produit financier de partage, le FCP "Faim et Développement", associant rémunération de l'épargne et aide au développement ; création de la Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement), filiale du CCFD qui appuie des structures de financements de proximité

1984 Le CCFD est reconnu Association d'utilité publique

1992 Le Forum international du développement Terre d'Avenir au Bourget réunit 60 000 personnes

1993 Le CCFD est déclaré Grande cause nationale de l'année

1998 Le CCFD obtient le Statut spécial consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies

2008 le CCFD associe un prénom à son nom et devient le CCFD-Terre Solidaire

2011 50 ans de l'association : nombreuses animations à travers la France, les 8 et 9 décembre, colloque « Gouvernance et responsabilité, propositions pour un développement humain et solidaire »

Ils soutiennent la cordée solidaire



*Compagnie des Guides
de Saint-Gervais Mont-Blanc*



Le blog des participants à la cordée :
anouslaparole.org



*50 ans déjà
50 ans seulement*

4, rue Jean-Lantier 75001 Paris - Tél. 01 44 82 80 00 - Fax : 01 44 82 81 46 - ccfd-terresolidaire.org

Contacts presse

Paris Véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64 - 06 07 77 05 80 - v.delamartiniere@ccfd.asso.fr
Haute-Savoie Jean-Noël Hyacinthe : 06 61 51 89 57 - jeannoel.hyacinthe@gmail.com